



L'EDUCATION.

Je me permets d'intervenir dans la discussion soulevée par nos savants correspondants dans l'unique but d'alimenter le feu qui se propage si heureusement. Pour qu'une pareille discussion porte des fruits, il faut que tous les côtés de la question soient étudiés, que les opinions les plus diverses ne craignent pas de s'affirmer. Ceux qui sont chargés de l'éducation en ce pays prendront au milieu de toutes ces idées celles qui leur conviennent et sauront séparer l'ivraie du bon grain. Nos correspondants ont tous trois exprimé des idées justes, indiqué des fautes et des erreurs dont on ne peut contester l'existence.

Que dans nos collèges on cultive trop la mémoire aux dépens du jugement, que la jeunesse n'étudie pas suffisamment, une fois dans le monde, et trouve des écueils dans l'amour propre et les mauvaises lectures,—tout cela nous paraît également vrai.

Mais nous voulons élargir le terrain de la discussion, mettre le feu aux poudres, s'il le faut, en posant certaines propositions que nous livrons aux hasards de la guerre.

Nous avons déjà exposé nos idées sur cette question dans un article que nous terminions ainsi.

« Il nous faudrait une éducation pratique pour nous rendre capables de tirer parti des avantages et des richesses de notre pays et d'avoir la part qui nous appartient dans les travaux, les grandes entreprises commerciales et industrielles—et nous sommes condamnés presque exclusivement au grec et au latin. Il nous faudrait des mécaniciens, des ingénieurs, des architectes, des marchands instruits,—et nous n'avons que des avocats, des médecins et des notaires.

« Sans doute ces grands collèges, où l'on forme des hommes pour le clergé et les professions libérales, sont nécessaires, mais la quantité nuit à la qualité, et ils deviendraient une plaie pour un pays comme le nôtre, si on ne renfermait pas dans des limites raisonnables un système d'éducation si peu en rapport avec les besoins du pays. A quoi servira aux Canadiens-Français de parler le grec et le latin, si on les trouve incapables de remplir tous les emplois lucratifs, si on leur refuse les meilleures positions, si on leur ferme la porte de toutes ces maisons de commerce où des milliers de nos compatriotes anglais trouvent une existence honorable.

« Quel spectacle humiliant offre notre société? L'industrie, l'agriculture, nos pouvoirs d'eau, nos ressources minières et forestières manquent de bras et d'intelligence pour les féconder et en faire jaillir la fortune, le bien-être, nous sommes obligés d'aller à l'étranger chercher des mécaniciens, des architectes et des artistes,—et les professions libérales regorgent de talents dévoués, d'existences flétries par l'inaction et le découragement,—et nos compatriotes s'en vont par milliers aux Etats-Unis.

« Il faut sans doute rendre hommage à la pensée qui a présidé à la fondation de nos collèges classiques d'où sont sortis tant d'hommes éminents. On doit reconnaître le dévouement de ceux qui donnèrent, les premiers, à leurs compatriotes les moyens de s'instruire et d'honorer leur pays, mais le dévouement, comme toutes les autres facultés de l'âme, doit avoir une direction. Si, par exemple, au lieu de nuire à l'agrandissement et à l'affermissement des institutions déjà établies, on avait, depuis quinze ans, ouvert à la population canadienne des académies, des maisons d'école industrielles et agricoles, quels maux on aurait épargnés et quel bien on aurait fait au pays? »

Voici maintenant les propositions que nous désirons soumettre humblement à qui de droit.

Pour que l'éducation fasse le bien qu'elle poursuit dans le monde, il faut qu'elle soit en rapport avec les destinées, les aptitudes, les besoins et les exigences des peuples, qu'elle donne à toutes les classes de la société les connaissances nécessaires à leur avancement, à leur bonheur et à leur progrès.

Or, la position, les ressources du Bas-Canada, les succès et les progrès des populations énergiques et entreprenantes qui habitent ce continent, tout nous démontre qu'ici l'éducation doit être avant tout industrielle, commerciale et agricole.

L'éducation classique doit être l'exception au lieu d'être la règle générale; la qualité doit suppléer à la quantité.

Voici quelques suggestions dont on pourra tirer parti en y apportant les modifications qu'on voudra.

1o. Circonscrire et limiter jusqu'à un certain point l'éducation classique, la rendre plus efficace, plus forte, si c'est possible, mais ne pas l'étendre davantage; avoir des professeurs remarquables par leur science et leur expérience, connaissant les devoirs et les responsabilités de l'enseignement, capables de faire des hommes, des caractères, des vertus solides, de mettre la jeunesse confiée à leurs soins au fait du monde, de ses besoins, de ses exigences et de ses écueils. Il est triste de penser que dans certains collèges on cherche à faire des hommes avec des enfants et on fasse enseigner la rhétorique, les belles-lettres et la philosophie même, par des jeunes gens qui ont appris ces choses, l'année précédente.

2o. Avoir entre l'éducation classique et les écoles élémentaires des académies destinées à alimenter, à féconder les éléments les plus nombreux et les plus puissants de notre avenir et de notre prospérité, savoir l'agriculture, le commerce et l'industrie, et à répandre dans les villes et les campagnes ces connaissances pratiques qui se manifestent aux Etats-Unis d'une manière si merveilleuse,—quelque chose comme le collège de Terrebonne.

A quelques-unes de ces académies on pourrait rattacher quelque fois des fermes-modèles, si on les croit nécessaires au progrès de l'agriculture. Les écoles normales pourraient fournir de bons professeurs à ces académies d'où sortiraient avant longtemps des hommes qui nous feraient sortir de notre médiocrité, de notre insignifiance même, dans le cercle des choses de tous les jours, dans le domaine des chiffres, de l'industrie et même du commerce.

3o. Dans ces académies pourrait se faire le choix de ceux que des talents éminents et des aptitudes spéciales appellent à faire un cours d'études classiques, et qu'une heureuse vocation désigner pour le sacerdoce. Des bourses même devraient être créées à cet effet par des particuliers et le gouvernement qui, par des octrois considérables et toute espèce de moyens, encouragerait l'établissement et le succès de ce système d'enseignement national.

Nous aurions moins d'avocats, de médecins et de notaires, mais nous aurions plus d'hommes, plus de citoyens utiles, instruits et influents, entreprenants et libéraux. Dans chaque comté on verrait surgir de ces hommes dont l'énergie et l'intelligence répandent la vie autour d'eux et font jaillir des sources de richesse et de progrès.

Combien de considérations il y aurait à faire ici! mais c'est un canevas que je fais, continuons.

4o. A tous ces jeunes gens qui sortiraient tous les ans de nos académies, et surtout des collèges et petits séminaires, il faudrait dans les grandes villes des chaires publiques, des cours d'histoire, de philosophie, de littérature et de sciences pour continuer l'œuvre de leur éducation et leur conserver le goût des études sérieuses.

5o. Relever le niveau des professions libérales par des

examens et des règlements qui ne les rendent accessibles qu'au talent, au travail et au vrai mérite.

Quelques unes de ces suggestions pourront paraître hasardées à quelques personnes, mais elles nous sont inspirées par le seul désir de contribuer à la solution d'un problème qui doit occuper tous ceux qui veulent le bien, le bonheur et la prospérité de notre pays, et de provoquer des réflexions et des discussions utiles.

L. O. DAVID.

LE GENERAL TROCHU.

Les Parisiens furieux, désespérés, ne sachant à qui et à quoi attribuer leurs maux, accablent Trochu de reproches et menacent même de le destituer. Ces fiers Parisiens, enivrés de gloire, de plaisirs, de jouissances de toute sorte, se révoltent contre la souffrance et l'humiliation. Paris bombardé, incendié, en proie à la famine! Voilà quelque chose qu'ils ne peuvent réaliser. Dans leur colère ils s'en prennent à tout le monde, même à Trochu. C'est sa faute si Paris souffre encore,—il a manqué d'énergie, il a trop attendu pour percer les lignes ennemies; voilà ce qu'on dit. Nous comprenons les colères qui ont éclaté autour de Metz et de Sedan, les accusations lancées contre Bazaine et Napoléon; ils méritaient ce qu'ils ont eu. Mais jusqu'à présent nous croyons que le désespoir et la douleur, seuls, peuvent inspirer les reproches adressés à Trochu. Il a fait tout ce qu'il était possible de faire pour sauver Paris. Les Français devraient au moins respecter la plus pure, peut-être, de leurs gloires militaires.

Le *Journal des Débats* a pris la défense de Trochu. Voici ce qu'il dit. Ces appréciations sont précieuses dans les circonstances:

« La presse parisienne presque toute entière, irritée par le bombardement de nos forts et de notre banlieue, invite nos chefs militaires à sortir de ce qu'elle appelle leur inaction, et aller livrer bataille à l'ennemi.

« Rien ne nous semble plus dangereux que ces conseils, et l'on ne saurait trop souhaiter que le général Trochu ne cède pas à cette pression. Rien ne nous assure que les retranchements des Prussiens ne soient pas à peu près inexpugnables. Aller les attaquer, c'est nous exposer à nous faire broyer inutilement, avec bien peu de chance de succès. Notre rôle, à nous, consiste à retenir l'ennemi, de façon à laisser à nos armées de province le temps de venir à notre secours, soit directement en attaquant l'assiégeant par derrière, soit indirectement en coupant ses communications et sa ligne de retraite. Vouloir sortir de là, et exposer toutes nos forces dans une action générale serait, en dehors de certaines circonstances spéciales dont nos chefs sont seuls juges, une faute qui pourrait entraîner la ruine de nos dernières espérances.

« Si l'armée de la Loire a pu se former, s'organiser et menacer sérieusement un ennemi toujours vainqueur jusque-là, si elle continue à l'inquiéter, à lutter contre lui et peut-être à le tenir en échec, c'est qu'à Paris le général Trochu a eu la sagesse de résister aux instances et aux menaces des hommes qui le poussaient chaque jour à jouer le sort de la France dans une bataille presque impossible à gagner. On peut commencer à lui appliquer la louange qu'Ennius décernait à Fabius:

« Unus qui nobis cunctando restituit rem.

« Si nous finissons par être sauvés, ce sera à lui, à sa sagesse, à sa prudence que nous le devons. Supplions-le seulement de ne pas se départir aujourd'hui de cette prudence salutaire et de ne nous lancer dans une action décisive que quand il saura, à n'en pouvoir douter, que l'approche des armées de secours donne à cette action des chances sérieuses de succès. »

Un prêtre, ami du général, vient de rendre un hommage éclatant aux vertus, au patriotisme, et aux talents de Trochu. Après avoir parlé de ses talents oratoires,